

N° DP 25/415

## DECISION DU PRESIDENT

### CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE DU POSTE PHOTOELECTRIQUE DE FABREGAS A LA SEYNE-SUR-MER POUR L'IMPLANTATION DE RUCHES

#### Le Président de la Métropole

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** l'acte de vente en date du 28 septembre 2012 concernant l'acquisition par la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée de l'immeuble dénommé Poste Photoélectrique de Fabrégas (PPE) sis à La Seyne-sur-Mer,

**VU** la demande du bénéficiaire en date du 16/06/2024,

**VU** le projet de convention, ci-annexé,

**CONSIDERANT** que M. Olivier AGUILAR, apiculteur résidant 30 boulevard des Lauriers Roses 83500 La Seyne-sur-Mer a sollicité la Métropole TPM pour occuper à partir du 21 avril 2025 le PPE Fabrégas, pour l'installation de 3 ruches avec un maximum de 5 ruches autorisées,

**CONSIDERANT** que cette activité est réalisée à but non lucratif et dans une volonté de préservation de la Biodiversité,

**CONSIDERANT** que le maintien et la réintroduction de pratiques agricoles traditionnelles ou la mise en place de pratiques novatrices respectueuses de l'environnement et soucieuses de développement durable, peuvent contribuer au respect des sites naturels et de l'équilibre écologique, et donc participent à l'amélioration de la biodiversité,

**CONSIDERANT** que le présent document est une Convention d'Occupation Précaire de la propriété de la Métropole TPM présentant un caractère précaire et révocable,

**CONSIDERANT** que la présente convention est accordée pour une durée maximale de 3 ans, reconductible par tranche de 1 an, sur autorisation expresse et écrite de MTPM. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction,

**CONSIDERANT** que la présente convention est consentie et acceptée sous certaines charges et conditions que l'occupant s'engage à respecter (article 5 de la convention),

**CONSIDERANT** l'avis favorable des riverains transmis et l'avis favorable de M. AGUILAR pour la signature de la convention dans les mêmes conditions,

**CONSIDERANT** que le montant de la redevance annuelle est fixé à 1 euro symbolique,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**DE SIGNER** la convention, ci-annexée.

## **ARTICLE 2**

**DE DIRE** que cette décision est sans incidence financière.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **22 AVR. 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



A stylized, handwritten signature in blue ink, consisting of several fluid, connected strokes.



**CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE DU POSTE PHOTOELECTRIQUE DE  
FABREGAS  
POUR L'INSTALLATION DE RUCHES**

Entre les soussignés :

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE** ayant son siège Hôtel de la Métropole 107 boulevard Henri Fabre CS 30536 83041 Toulon Cedex 9, identifiée sous le numéro SIREN 248 300 543, représentée par son Président Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité à signer cette convention par décision Président n°..... Du .....

Ci-après dénommée « MTPM »,

Et

**Monsieur Olivier AGUILAR**, apiculteur résidant 30 boulevard des lauriers roses 83500 La Seyne sur Mer

Ci-après dénommé « l'Occupant »,

Ensemble, « Les Parties »,

**PREAMBULE**

Le maintien et la réintroduction de pratiques agricoles traditionnelles ou la mise en place de pratiques novatrices respectueuses de l'environnement et soucieuses de développement durable, peuvent contribuer au respect des sites naturels et de l'équilibre écologique, et donc participent à l'amélioration de la biodiversité.

A cette fin, MTPM accepte de mettre à disposition de l'occupant une de ses parcelles appartenant à son domaine privé, pour l'installation de ruches notamment lors des périodes d'hivernage, mais aussi pour certaines occasions ponctuelles liées à l'activité apicole.

**ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention d'occupation précaire a pour objet de définir les conditions et modalités dans lesquelles MTPM autorise l'Occupant à occuper la parcelle objet de la présente, pour l'installation de ruches :

- Installation des ruches saines.

## ARTICLE 2 : TYPE ET NOMBRE D'EMPLACEMENTS

MTPM autorise l'occupant à déposer des ruches sur la propriété dénommée Poste Photoélectrique de Fabrégas :

- N° d'immatriculation du rucher : A5189389 (apiculteur)
- Nombre d'emplacements : 5 maximum
- Pour une superficie de m<sup>2</sup> : 1 500 m<sup>2</sup>
- Localisation géographique : La Seyne sur Mer (cf. annexe 1)
- Section cadastrale : BM
- Parcelle : 224

Les caractéristiques de la parcelle susnommée sont consignées dans l'état des lieux (cf. annexe 5).

## ARTICLE 3 : NATURE DE LA CONVENTION

Le présent document est un contrat de droit privé prenant la forme d'une Convention d'Occupation Précaire de la propriété de MTPM, conclue dans le cadre de l'article L. 411-2 du code rural.

Elle a un caractère précaire et révocable.

Les modalités de résiliation sont décrites à l'article 6 de la présente convention.

La présente convention est rigoureusement personnelle. Toute sous-location, totale ou partielle est interdite à l'occupant sous quelque forme que ce soit. L'occupant ne pourra donc, de quelque manière que ce soit, la céder ou la transférer à quiconque. La présente convention ne peut être transmise aux ayants-droits de l'occupant quelle qu'en soit la raison (décès, retraite ou cessation d'activité). En cas de cession irrégulière de sa part, il continuera à être responsable vis-à-vis de MTPM de ses obligations.

#### **ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prendra effet à compter du 21 avril 2025.

Elle est accordée pour une durée maximale de 3 ans, reconductible par tranche de 1 an, sur autorisation expresse et écrite de MTPM. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

La reconduction n'est en aucun cas un droit pour l'occupant et une éventuelle reconduction ne pourra être accordée qu'après l'organisation d'une réunion d'évaluation de l'année écoulée en présence de l'occupant, des représentants du voisinage et des services de MTPM qui fera l'objet d'un relevé de décisions et après avis favorable de la commission environnement de MTPM.

A la signature de la présente convention et lors de chaque éventuelle reconduction, l'occupant devra fournir les documents suivants :

- Le certificat d'inscription au répertoire des Entreprises et des Etablissements (SIRENE),
- La déclaration d'emplacement
- Le certificat d'inscription au groupe sanitaire du Var,
- L'attestation de responsabilité civile de son assureur et toute autre justificatif d'assurance en lien avec l'activité.

A l'expiration de la présente et en cas de non renouvellement et qu'elle qu'en soit la cause, l'occupant ne pourra invoquer aucun droit de maintien dans les lieux, ni réclamer aucune indemnité.

#### **ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

La présente convention est consentie et acceptée sous les charges et conditions suivantes :

- L'occupant s'engage à respecter scrupuleusement le patrimoine naturel et paysager des biens, sans commettre ni souffrir qu'il y soit fait des dégradations. Il s'opposera à tout empiètement ou toute usurpation et avertira MTPM de tout ce qui pourrait s'y produire dans les meilleurs délais ;
- L'occupant s'engage à respecter la réglementation en vigueur, notamment l'arrêté préfectoral relatif à l'emploi du feu ;
- L'occupant s'engage à participer à une réunion annuelle avec les parties concernées (agents MTPM de la Direction de l'environnement et du Développement Durable, propriétaires limitrophes) afin de faire un point sur l'année écoulée et de préserver les intérêts de chacun (cf. annexe 4).



- L'occupant ne pourra changer la destination des lieux, notamment, il, ne pourra en modifier les accès, chemins, rigoles, talus, haies, etc. Il ne pourra non plus mettre en place de structures bâties, même démontables de type serres plastiques, ni effectuer des dépôts quelconques de toute nature (emballages, encombrants divers, fumier ou fourrage, etc.). Il veillera à l'entretien et la propreté du site liée à son activité. Le matériel d'exploitation sera remisé en dehors des parcelles objet de la présente convention ;
- Tout projet concernant la propriété ou ses abords et susceptible de modifier l'état des lieux ou sa configuration, notamment les travaux forestiers et coupes d'arbres, sera soumis à l'approbation préalable écrite de MTPM. Toute construction est, en outre, interdite ;
- Toute autre activité agricole autre que l'apiculture qui ne serait pas expressément agréée par MTPM donnera lieu à la résiliation de la présente convention sans délai et sans indemnité de quelque nature que ce soit ;
- L'occupant s'engage à respecter la réglementation en vigueur (arrêtés du 3 août 1961 et du 11 août 1980) et toute évolution dudit règlement. Il devra en outre déclarer son rucher en Préfecture et l'installation des ruches à la Direction Départementale des Services Vétérinaires ;
- L'occupant tiendra MTPM informée des périodes de présence du rucher sur le site ;
- L'occupant sera tenu de signaler à MTPM les infractions et dommages qu'il serait amené à constater :
  - empiètements sur la propriété,
  - risques apparents du fait des arbres et de l'érosion...

### **5.1 Responsabilité et assurances**

La responsabilité de MTPM ne saurait être engagée pour quelque cause que ce soit en cas de dommages subis par les ruches (notamment les dégâts causés aux ruches par le vandalisme ou les animaux nuisibles tels que sangliers ou autres, inondation, grêle, gelée ou autres cas fortuits ordinaires ou extraordinaires) ou en cas de dommages occasionnés par les abeilles, l'occupant ou ses préposés.

L'occupant s'engage à garantir sa responsabilité et celle de ses éventuels préposés en cas de dommages matériels ou corporels imputables à l'installation et à l'exploitation de ses ruches. A cet effet, l'occupant devra souscrire les polices d'assurance correspondant aux obligations et responsabilités qui lui incombent, notamment au titre de son activité agricole.

*Convention d'Occupation Précaire du Poste Photoélectrique de Fabrégas pour l'installation de ruches*



Il devra justifier de la souscription d'une assurance « Responsabilité Civile ».

L'occupant devra assurer contre l'incendie tous les biens lui appartenant qui garnissent les parcelles concernées. L'occupant communiquera à MTPM les copies des contrats d'assurance.

### **5.2 Clauses techniques**

L'occupant s'engage à gérer les parcelles de MTPM selon les règles respectueuses de l'environnement.

Comme condition essentielle de la présente convention, MTPM impose à l'occupant qui les accepte le respect des clauses suivantes :

#### **Prescriptions générales :**

- L'emploi du feu est autorisé sur l'emprise de la propriété MTPM uniquement dans la cadre de l'activité apicole (enfumage) et à condition que l'occupant dispose d'un extincteur sur place.
- En dehors des arbres identifiés par MTPM, les coupes de bois (arbres, haies, etc.) sont interdites sur la propriété MTPM.
- Pas de stockage de matériel sur le site.

#### **Prescriptions liées à l'activité :**

- Les emplacements des ruches seront déterminés d'un commun accord entre l'occupant et la Direction de l'Environnement et du Développement Durable de MTPM.  
MTPM pourra exiger à tout moment le déplacement des ruches si elle l'estime nécessaire. Dans ce cas un nouvel emplacement sera déterminé d'un commun accord avec l'Occupant.
- Les emplacements des ruches seront débroussaillés par l'occupant avant l'installation des ruches et après leur enlèvement sur la totalité de la surface occupée et
  - ⇒ sur 2 mètres de largeur à l'arrière du rucher
  - ⇒ sur 5 mètres de largeur sur les côtés et sur le devant

Les rémanents seront mis en tas sur un emplacement fixé par la Direction de l'Environnement et du Développement Durable de MTPM.

- Sur chaque emplacement occupé par les ruches, l'occupant devra indiquer sur les ruches ou sur des panneaux bien visibles et solidement fixés les caractéristiques données ci-dessous.

- Numéro d'immatriculation de l'exploitant attribué par la Direction Départementale de la protection des populations (service vétérinaire) : les lettres et les chiffres devront avoir au minimum une hauteur de 8 cm lisibles à 20 mètres sur un support « propre ».
- Pré signalisation du rucher à l'entrée du chemin d'accès de l'emplacement au moyen de panneaux de signalisation adaptés (« *attention ruches* »), parfaitement visibles et lisibles, solidement fixés et présentant les dangers associés. Le logo sera fourni par MTPM et la maquette devra au préalable être validée par MTPM. La fourniture et la pose de ces panneaux seront à la charge de l'occupant.
  - Après tout enlèvement des ruches, l'emplacement devra être débarrassé de tout support (palettes, pneus, etc.) des panneaux et autres et être propre.
  - L'occupant pourra utiliser son véhicule personnel ou professionnel en accord avec TPM pour accéder aux ruches. Cette autorisation de circuler n'est valable que dans le cadre de l'activité apicole, à l'exclusion de tout autre usage.
  - Les modes de gestion apicoles seront de type agro-environnemental. Toutes les manipulations de ruches se feront selon les règles de sécurité en vigueur, règles qui prendront également en compte la sécurité des éventuels visiteurs du site.
  - L'occupant s'engage pour la récolte du miel ou de la cire à ne faire aucun usage de produit fumigène à base de feu sous aucun prétexte. Le dépôt de cire sur le terrain est formellement interdit. Seul l'emploi de l'enfumeur métallique « type américain » est toléré.
  - L'occupant ne devra apporter aucun trouble au voisinage.

Toute infraction constatée à ces clauses techniques donnera lieu à une mise en demeure. En l'absence de correction de l'infraction constatée sous un mois ou de dégradation irréversible de la propriété, MTPM se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucune indemnité à aucun titre.

### **5.3 Gestion générale de la propriété MTPM**

MTPM se réserve le droit de procéder, à ses frais, à divers études et travaux de réhabilitation, de valorisation, de mise en sécurité, sans que cela ne nuise à l'exploitation agricole normale de la parcelle confiée par la présente convention.

MTPM notifiera par écrit ses projets à l'occupant qui disposera d'un délai d'un mois pour présenter ses observations. Passé ce délai, son silence vaudra accord tacite sur les aménagements.

Dans le cas d'aménagements concernant une surface importante par rapport à celle mise à disposition par la présente convention, la présente convention sera modifiée par avenant.

L'occupant doit souffrir les travaux décidés et réalisés par MTPM conformément au paragraphe ci-dessus, quelle que soit leur durée ou leur importance, sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnisation à ce titre.

L'occupant s'engage à faciliter toute pénétration et intervention nécessaire de la part des agents des administrations concernées par la gestion de la propriété MTPM.

## **ARTICLE 6 : INTERRUPTION ET RESILIATION**

Il pourra être mis un terme à tout moment à l'exercice de la présente convention avant le terme initialement prévu :

- soit sur simple demande de l'occupant adressée à la Direction de l'Environnement et du Développement Durable de MTPM avec un préavis d'1 mois ;
- soit pour un motif d'intérêt général ou public, un changement de destination ou une revente du site, en cas de force majeure ou de travaux urgents et imprévisibles, d'incompatibilité avérée entre le voisinage du site et sa valorisation agricole, après préavis de 3 mois expédié à l'occupant par recommandé avec accusé de réception ;
- soit en cas d'inexécution de l'une des charges et conditions administratives et techniques de la présente convention dans un délai de 1 mois après avoir effectué une mise en demeure si l'occupant n'a pas régularisé sa situation.

La cessation de la présente convention avant son terme initial ne donnera lieu à aucun remboursement ou à aucune indemnité au profit de l'occupant.

## **ARTICLE 7 : MODIFICATION**

Toute modification de la présente convention ou de tout ou partie de ses annexes donnera lieu à la signature d'un avenant.

## **ARTICLE 8 : ETAT DES LIEUX**

Un état des lieux (cf. annexe 5) sera dressé contradictoirement par les parties lors de la mise à disposition du bien précité (état des lieux d'entrée) et lors de sa restitution (état des lieux de sortie).

L'état des lieux d'entrée sera réalisé contradictoirement au plus tard 3 mois après la signature de la présente convention.

A l'expiration de la durée de la présente convention, si celle-ci n'est pas renouvelée ou en cas de résiliation de la présente convention, l'occupant devra remettre les lieux en leur état primitif.

#### **ARTICLE 9 : MONTANT DE LA REDEVANCE**

Le montant de la redevance est fixé à 1 euro symbolique.

#### **ARTICLE 10 : LITIGES**

En cas de désaccord entre les parties, la juridiction de l'ordre judiciaire territorialement compétente sera saisie pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

#### **ARTICLE 11 : ANNEXES**

La présente convention comporte les 5 annexes suivantes, qui en font partie intégrante :

Annexe 1 : plans de localisation des ruches au sein de l'emprise militaire

Annexe 2 : arrêté préfectoral du 03 août 1961

Annexe 3 : arrêté interministériel du 11 août 1980

Annexe 4 : avis des riverains limitrophes de la propriété MTPM

Annexe 5 : état des lieux

#### **ARTICLE 12 : EXEMPLAIRES ORIGINAUX**

Trois (3) exemplaires originaux de la présente convention sont établis. TPM notifiera un exemplaire à l'occupant.

Fait à

Le

En trois (3) exemplaires

L'occupant

Jean-Pierre GIRAN  
Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

# ANNEXE 1









# ANNEXE 2

Le Préfet du Var,  
Officier de la Légion d'Honneur,

VU le Code Rural et notamment les articles 206 et 207 ;

VU l'Arrêté Préfectoral du 4 février 1961 ;

VU la délibération du Conseil Général en date du 7 juillet 1961 ;

SUR proposition du Directeur départemental des Services Vétérinaires ;

### Arrête

**Article 1<sup>er</sup> :** Les ruches peuplées ne doivent pas être placées à moins de 20 m de la voie publique et des propriétés voisines.  
Dans le cas où les propriétés voisines sont des bois des landes ou des friches, cette distance est de 10 m au moins.  
Elle est de 100 mètres au moins si les propriétés voisines sont des habitations ou des établissements à caractères collectif (hopitaux, casernes, écoles, etc...)

**Article 2 :** Toutefois, des dispositions spéciales d'emplacement peuvent être prises par le Préfet, sur demande motivée des intéressés.

La demande fait l'objet d'une enquête de la part du Directeur des Services Vétérinaires qui est chargé de concilier les parties. Il peut à cet effet se faire assister de personnalités désignées par le Préfet. A défaut d'une solution de conciliation le Directeur des Services Vétérinaires présente des propositions au Préfet. Les dispositions spéciales font l'objet d'un arrêté préfectoral.

**Article 3 :** Conformément aux dispositions des deux derniers alinéas de l'article 207 du Code Rural ne sont assujettis à aucune prescriptions de distance les ruches isolées des propriétés voisines ou des chemins publics, par un mur, une palissade en planches jointes, une haie vive ou sèche, sans solution de continuité.

Ces clôtures doivent avoir une hauteur de 2 m au dessus du niveau de la planche d'envol la plus élevée et s'étendre sur au moins 2 m de chaque côté de la ruche.

**Article 4 :** Toutes dispositions antérieures au présent arrêté relatives à l'emplacement des ruches et notamment l'arrêté préfectoral du 4 février 1961, susvisé, sont abrogés.

**Article 5 :** Le Secrétaire Général du Var, le Sous-Préfet de Toulon, les Maires, le Directeur départemental des Services Vétérinaires et tous agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la notification et de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des actes administratifs.

Draguignan, le 3 août 1961

P/ le Préfet

Le Secrétaire Général :  
R. DEROUBAIX

# ANNEXE 3



TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE D'ATTACHÉ PRINCIPAL  
D'ADMINISTRATION CENTRALE DE 2<sup>e</sup> CLASSE POUR L'ANNÉE 1978

M <sup>me</sup> Leyland (Hélène).	M. Cros-Coitton (Michel), en service détaché.
M <sup>me</sup> Guiguen (Josette).	M <sup>me</sup> Perrin (Jeannine).
MM. Mallet (Yves).	M. Redon (Georges).
Briand (Michel).	M <sup>me</sup> Benedetti (Georgette).

## PROMOTIONS

Par arrêté du Premier ministre, du ministre de la santé et de la sécurité sociale et du ministre du travail et de la participation en date du 23 septembre 1980, les attachés d'administration centrale du ministère de la santé et de la sécurité sociale et du ministère du travail et de la participation dont les noms suivent sont promus au grade d'attaché principal d'administration centrale de 2<sup>e</sup> classe, dans les conditions ci-après :

M<sup>me</sup> Leyland (Hélène), 1<sup>er</sup> échelon à compter du 12 août 1978, 2<sup>e</sup> échelon à compter du 12 août 1980.

M<sup>lle</sup> Guiguen (Josette), 1<sup>er</sup> échelon à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1978 (ancienneté conservée 7 mois 26 jours), 2<sup>e</sup> échelon à compter du 5 mai 1979.

M. Mallet (Yves), 4<sup>e</sup> échelon (ancienneté conservée 5 mois 20 jours) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1978, 5<sup>e</sup> échelon à compter du 11 juillet 1979.

M. Briand (Michel), 1<sup>er</sup> échelon (ancienneté conservée 9 mois 20 jours) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1978, 2<sup>e</sup> échelon à compter du 11 mars 1979.

M. Cros-Coitton (Michel), en service détaché, 2<sup>e</sup> échelon (ancienneté conservée 1 an 9 mois 20 jours) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1978, 3<sup>e</sup> échelon à compter du 11 mars 1978, 4<sup>e</sup> échelon à compter du 11 mars 1980.

M<sup>me</sup> Perrin (Jeannine), 3<sup>e</sup> échelon (ancienneté conservée 1 an 5 jours) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1978, 4<sup>e</sup> échelon à compter du 26 décembre 1978.

M. Redon (Georges), 1<sup>er</sup> échelon (ancienneté conservée 2 ans) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1978, 2<sup>e</sup> échelon à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1978, 3<sup>e</sup> échelon à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1980.

Par arrêté du Premier ministre, du ministre de la santé et de la sécurité sociale et du ministre du travail et de la participation en date du 23 septembre 1980, Mme Benedetti (Georgette), attachée d'administration centrale du ministère de la santé et de la sécurité sociale et du ministère du travail et de la participation, est promue au choix au grade d'attaché principal d'administration centrale de 2<sup>e</sup> classe, 2<sup>e</sup> échelon, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1978 (ancienneté conservée 23 jours).

## MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

Modification du taux de prise en charge au compte d'appellation des vins autres que ceux logés en bouteilles introduits dans les chais des fabricateurs de vin de Champagne.

Le ministre de l'Agriculture,

Vu la loi du 1<sup>er</sup> août 1965 modifiée sur les fraudes et falsifications en matière de produits ou de services ;

Vu la loi du 6 mai 1919 modifiée sur la protection des appellations d'origine ;

Vu le décret du 28 septembre 1935 portant application du décret du 30 juillet 1933, modifiant et complétant les lois du 6 mai 1919 et du 22 juillet 1927 concernant l'appellation d'origine « Champagne », et notamment son article 3 ;

Vu le décret du 29 juin 1933 relatif à la définition de l'appellation d'origine contrôlée « Champagne » ;

Vu les délibérations de la commission consultative du comité interprofessionnel des vins de Champagne en date des 19 décembre 1977 et 12 septembre 1978 ;

Vu la délibération du comité national de l'Institut national des appellations d'origine des vins et eaux-de-vie en date du 5 juin 1980,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Pour les récoltes 1980 et 1981, le taux de prise en charge au compte de l'appellation d'origine « Champagne » des vins autres que ceux logés en bouteilles et complètement maintenus introduits chez les fabricants, dans les magasins spéciaux prévus à l'article 16 de la loi du 6 mai 1919, est porté de 57,5 p. 100 à 58,5 p. 100 de leur volume.

Art. 2. — Le directeur de la production et des échanges et le directeur de la qualité (service de la répression des fraudes et du contrôle de la qualité) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 5 août 1980.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur du cabinet,  
J.-Y. CARREZ.

Modalités d'application de l'article 25 (5 2) du décret n° 79-823 du 21 septembre 1979 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 10 juillet 1964 organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles.

Le ministre de l'économie et le ministre de l'agriculture,

Vu la loi n° 64-705 du 10 juillet 1964 modifiée organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles ;

Vu le décret n° 79-823 du 21 septembre 1979 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 10 juillet 1964 susvisée, notamment son article 25 ;

Vu l'avis émis par la commission nationale des calamités agricoles au cours de sa séance du 6 février 1980,

Arrêtent :

Art. 1<sup>er</sup>. — La fiche descriptive de l'exploitation permettant d'évaluer la production brute totale de l'exploitation porte les mentions figurant dans le tableau ci-joint.

Art. 2. — Le directeur des assurances au ministère de l'économie et le directeur des affaires sociales au ministère de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 6 août 1980.

Le ministre de l'agriculture,  
PIERRE MÉLACIERIE.

Le ministre de l'économie,  
RENÉ MONORY.

Nota. — Le tableau annexé au présent arrêté pourra être consulté dans les directions départementales de l'agriculture.

## Lutte contre les maladies réputées contagieuses des abeilles.

Le ministre du budget et le ministre de l'agriculture,

Vu le code rural, notamment les articles 214, 214-1, 215, 215-1 à 215-5, 224 à 228 et 240 ;

Vu le décret du 6 octobre 1964 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi sur le code rural ;

Vu le décret du 10 janvier 1978 ajoutant la varroase des abeilles à la nomenclature des maladies des animaux réputées contagieuses ;

Vu le décret n° 65-613 du 10 août 1966 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais de déplacement ;

Vu le code des douanes, notamment son article 39 ;

Vu l'arrêté du 19 décembre 1933 concernant la rémunération des vétérinaires sanitaires chargés des opérations de prophylaxie subventionnée par le ministère de l'agriculture ;

Vu l'arrêté du 13 mars 1978 prohibant l'importation des abeilles, des produits et matériels apicoles ;

Vu l'avis de la commission nationale vétérinaire,

Arrêtent :

TITRE I<sup>er</sup>

Dispositions générales. — Organisation administrative.

Art. 1<sup>er</sup>. — Outre les vétérinaires sanitaires, il peut être fait appel, pour les questions apicoles, à des agents spécialisés placés sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires, qui peuvent être :

- Soit des assistants sanitaires apicoles départementaux ;
- Soit des spécialistes sanitaires apicoles ;
- Soit des aides spécialistes apicoles.

La décision de recourir aux services d'un agent spécialisé est prise par le préfet, sur proposition du directeur départemental des services vétérinaires.

Art. 2. — L'assistant sanitaire apicole départemental seconde le directeur départemental des services vétérinaires dans la mise en place des actions de prévention, de surveillance sanitaire et de lutte contre les maladies des abeilles et dans la coordination des activités des agents spécialisés prévus à l'article 1<sup>er</sup>.

Il peut, en outre, recevoir une mission d'ordre général concernant les questions apicoles, telles que la transhumance, les élevages professionnels, commerciaux et spécialisés, ainsi que les questions relatives à l'importation et à l'exportation.

# ANNEXE 4



## Projet d'installation de ruches sur le terrain BM 224

Projet d'installation de ruches sur le terrain BM 224

Mr et Mme

*Peugnot - Claude*

propriétaires de la parcelle n° BM 31421/315, située à la pointe de la Verne à la Seyne sur mer  
sommées :

<input checked="" type="checkbox"/>	Très favorables
<input type="checkbox"/>	Favorables
<input type="checkbox"/>	Sans avis particulier
<input type="checkbox"/>	Plutôt défavorables
<input type="checkbox"/>	Formellement opposés

Au projet d'installation, à certaines périodes de l'année, d'une trentaine de ruches, dans les règles édictées par l'arrêté préfectoral du 03 août 1961.

Fait à la Seyne sur mer le :

*31/10/24*

Signature :

*[Signature]*

Projet d'installation de ruches sur le terrain BM 224

Mr et Mme *FOUANIER* au nom de la *SCI Villa Elisabeth*  
propriétaires de la parcelle n° BM 314/321/315, située à la pointe de la Verne à la Seyne sur mer  
sommées :

<input checked="" type="checkbox"/>	Très favorables
<input type="checkbox"/>	Favorables
<input type="checkbox"/>	Sans avis particulier
<input type="checkbox"/>	Plutôt défavorables
<input type="checkbox"/>	Formellement opposés

Au projet d'installation, à certaines périodes de l'année, d'une trentaine de ruches, dans les règles édictées par l'arrêté préfectoral du 03 août 1961.

Fait à la Seyne sur mer le : *18 février 2025*

Signature :

*[Signature]*

Projet d'installation de ruches sur le terrain BM 224

Mr et Mme

VOITURIEZ Philippe

propriétaires de la parcelle n° BM 314/321/315, située à la pointe de la Verne à la Seyne sur mer  
sommées :

<input type="checkbox"/>	Très favorables
<input checked="" type="checkbox"/>	Favorables
<input type="checkbox"/>	Sans avis particulier
<input type="checkbox"/>	Plutôt défavorables
<input type="checkbox"/>	Formellement opposés

Au projet d'installation, à certaines périodes de l'année, d'une trentaine de ruches, dans les règles édictées par l'arrêté préfectoral du 03 août 1961.

Fait à la Seyne sur mer le :

4 Février 2025

Signature :



# ANNEXE 5

## **ETAT DES LIEUX DES PARCELLES CONFIEES EN GESTION AGRICOLE DANS LE CADRE DE LA PRESENTE CONVENTION**

Etat de lieux réalisé en accord entre les parties lors de la prise d'effet de la présente Convention d'Occupation Précaire.

Description des parcelles :

- surface :
- végétation :
- travaux à réaliser :

L'occupant

Jean-Pierre GIRAN  
Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

# ANNEXE 6



De: "Olivier AGUILAR" <[olivier.aguilar@wanadoo.fr](mailto:olivier.aguilar@wanadoo.fr)>  
Envoyé: mercredi, 5 juin 2024, 12:06  
À: "NAUX Jean-Louis" <[jlnaux@metropoletpm.fr](mailto:jlnaux@metropoletpm.fr)>  
Cc: "SEITZ Fanny" <[fanny.seitz@metropoletpm.fr](mailto:fanny.seitz@metropoletpm.fr)>; "LE NEANNEC Olivier" <[oleneannec@metropoletpm.fr](mailto:oleneannec@metropoletpm.fr)>  
Objet: Re: Convention- Emplacement pour ruches, zone Fabregas

<

Bonjour à tous,

Comme suite au courrier de Monsieur NAUX Jean-Louis, je me permets de vous solliciter sur l'intention d'un projet qui me tient à cœur.

NAPI : A5189389  
Identité : Monsieur Aguilar Olivier  
Adresse : 30 boulevard des lauriers roses 83500 La Seyne-sur-Mer France  
N° Téléphone(s) : 0625682513  
Adresse mail de contact :  
[olivier.aguilar@wanadoo.fr](mailto:olivier.aguilar@wanadoo.fr)

Projet :

Apiculteur amateur, depuis cinq ans et formateur, passionné par la nature et la biodiversité, respectueux de l'environnement, je souhaiterais installer trois ruches, à titre gratuit, sur le domaine de Fabrégas (83500). Les colonies sont actives, saines et disponibles. Les abeilles ne sont pas agressives.

Il me semble raisonnable d'en installer trois, et voir par la suite le comportement des colonies d'abeilles, dans cet environnement, pour éventuellement en implanter d'autres.

Je m'engage à respecter la charte en pièce jointe et à prendre toutes les assurances nécessaires en cas d'incident lié à ces ruches.

Pourrions-nous convenir d'un rendez-vous à votre convenance, pour en discuter. Je me tiens à votre disposition et en espérant que ma demande soit retenue.

Dans l'attente,

Cordialement

Olivier Aguilar

La Segne/Mer

le : 16 mars 2025

J'atteste sur l'honneur que la pose de ruches  
sur le terrain de Fabrègas est uniquement  
par passion et préserver la biodiversité.

En aucun cas, c'est dans un but commercial.

M. A. M. O. O. O.

